



**La présidente du Cameroon People's Party (CPP, opposition camerounaise), Kah Walla, a estimé vendredi que les "les ingrédients" étaient "concoctés pour une déflagration de la situation", au regard de la crise que connaît le pays, sur son compte Twitter.**

"Le Cameroun, mon pays va très mal. Les ingrédients sont concoctés sous nos yeux pour une déflagration sans précédent. ", a posté Kah Walla, sur son compte, invitant à se "lever pour exiger une transition politique".

Depuis plus d'un an, les deux régions anglophones du Cameroun, traversent une crise sociopolitique. Un consortium de syndicats anglophones dissout, exigeait l'indépendance de leurs régions et le départ du président camerounais Paul Biya, au pouvoir depuis 35 ans.

Le consortium dénonçait également la marginalisation de la minorité anglophone (environ 20 % des 24 millions d'habitants) par rapport à la majorité francophone. Axées au départ (octobre 2016), sur des aspects corporatistes, les revendications des avocats et enseignants anglophones se sont par la suite transformées en une crise sociopolitique, en raison des répressions des forces de l'ordre.

La situation s'est dégradée avec l'interpellation au Nigeria de 47 séparatistes, dont Sisiku Ayuk Tabe (leader) et leur extradition au Cameroun. Les combats entre les forces de défense et

de sécurité camerounaises et des hommes armés se réclamant des "forces de restauration de l'Ambazonie", un Etat imaginaire, sont devenus fréquents. Le 13 mai, la présidente du CPP avait préconisé une "transition politique pour refonder l'Etat, au regard de la crise" que connaît le pays. Selon la présidente du CPP, cette "transition politique démocratique est le seul horizon réaliste et souhaitable" pour le Cameroun.

Elle pourra permettre entre autres, de "redéfinir la forme de l'Etat, réformer l'Armée et les autres forces de maintien de l'ordre (police et gendarmerie), les systèmes et institutions clés, traiter la question du retour des réfugiés humanitaires et politiques ainsi que celle de l'amnistie pour les prisonniers politiques."